

ASSEZ DE DETTE, DES RESSOURCES FONDEES SUR L'ÉQUITÉ FISCALE

Nous avons voté à l'unanimité au dernier CM l'exonération de loyers aux entreprises touchées par la crise sanitaire et logées par la ville pour un montant de 5 200€. Un beau signal que nous envoyons à nos commerçants.

Il nous faudra innover pour d'autres commerces, dits non-essentiels, qui craignent pour leur survie, apporter notre soutien et leur montrer l'intérêt que nous leur portons. Monsieur le Maire a déjà annoncé les initiatives et engagements pris par la Région, la Métropole dans le cadre du Fonds de Relance Economique.

Ce sont certes, de très petites entreprises indépendantes, qui participent à notre mieux vivre et surtout à l'attractivité de la ville. Ils attendent toujours les aides promises de report de charges, de crédits d'impôts devenus Arlésienne ou parcours du combattant. D'autres activités de la ville seront à soutenir, les Associations, les clubs sportifs, l'Action culturelle, l'Éducation, l'Aide Sociale... Mais il n'y a pas que ces dépenses exceptionnelles liées à la gestion de la crise sanitaire qui saignent le budget de notre commune, pensons à toutes les baisses de recettes prévues, la baisse des impôts de production qui affaiblissent la solidarité nationale et mettent à mal les services publics....

Ce n'est pas aux collectivités surtout les plus pauvres de payer la crise !

Le PCF demande l'équité fiscale entre petites et grandes entreprises, entre les commerces de proximité et les géants du commerce en ligne qui se sont largement enrichis pendant la crise. Il propose une progressivité de l'impôt sur les sociétés pour les géants du numérique, un accroissement de la Taxe sur les marchés financiers et sur le versement des dividendes. Demande la baisse de la TVA des biens de première nécessité pour contrer cette pauvreté galopante.

Mais non, crédits d'impôts par ci, crédits d'impôts par là !

Ce sont 100 Milliards de cadeaux sur les dix prochaines années, sans contreparties de créer des emplois. Par la baisse des recettes et la hausse des dépenses, nos collectivités seront les grands perdants. Et si les finances locales sont en berne, la relance de la croissance le sera aussi.

N'oublions pas que les Collectivités représentent 70% des investissements du Pays.

C'est pourquoi les Associations de Villes exigent toutes dans leurs Appels des mesures pour répondre aux besoins de nos concitoyens dans la difficulté, et le remboursement intégral par l'Etat des dépenses exceptionnelles liées à la gestion de la crise sanitaire.

Martino AMODEO, Président

Joëlle BOILEAU, Lhoussaine MOURTADA

Groupe « communiste, républicain, intervention citoyenne »